

[Texte]

at one time in places like Nova Scotia and New Brunswick was 100% of the cost of the freight. It was not their own fault, because they were producing meat for the world and for the war at that time. But they have found themselves now without a feed industry because they were dependant.

Now, you are suggesting they have no right to expect this—you can call it top-loading or whatever you wish—subsidization of transportation, but you are not going to give them time to get out of it.

Mr. Gracey: Yes, that is not in our brief. We did not say anything about the subsidization of transportation. In fact, we have talked about that in other forums, in the areas you are talking about, about methods of stimulating grain production in that area. We are talking about not allowing top-loading directly as a first step to working toward national uniformity, no top-loading directly. We did not say anything in this brief about feed freight assistance to Atlantic Canada.

Mr. Hovdebo: But you do not call that top-loading.

Mr. Gracey: Yes, it is more like bottom-loading. There is a difference.

The Acting Chairman (Mr. Belsher): Thank you very much, Mr. Hovdebo.

Mr. Guilbault.

• 2050

M. Guilbault (Drummond): Vous avez dit tout à l'heure que vous souhaitiez que les parcs d'engraissement se trouvent là où il y a une demande. Que voulez-vous dire par là?

Mr. Gracey: Where there is a demand would reflect the profit opportunities in the feedlot in whatever region we are talking about. And as I said just a moment ago, there are feedlots in all provinces of this country. The question of need does not arise in Canada, because this is one market that the need can be filled by anyone who establishes a feedlot in whatever province. Our view is that it does not matter. Whoever decides that there is an economic opportunity to feed cattle in province X or Y or Z will do so.

M. Guilbault (Drummond): Le Québec produit actuellement de 3 à 4 p. 100 de la production bovine du Canada. Pour l'autosuffisance, d'après moi ce serait à peu près 20 p. 100. Le Québec est donc déficitaire de 600 millions de dollars par année pour la production du boeuf. Est-ce que, dans le cadre de la nouvelle politique ou de l'accord tripartite, vous pensez que le Québec peut quand même augmenter sa production, sans nuire aux autres provinces du Canada, donc sans nuire aux autres producteurs?

[Traduction]

transport des provendes, et dans certains endroits comme en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, et à un certain moment la totalité des coûts du transport leur était remboursée. Ce n'était pas de leur faute, à cause de la guerre ils produisaient à cette époque de la viande pour le monde entier. Ils se trouvent maintenant sans production de grains de provende à cause de la dépendance dans laquelle ils se trouvaient.

Vous affirmez maintenant qu'ils n'ont pas le droit de s'attendre à une subvention supplémentaire ou, encore comme vous voudrez, à une subvention de transport, mais vous ne leur donnez pas le temps de se désengager.

M. Gracey: Oui, ce n'est pas mentionné dans le mémoire. Nous n'avons rien dit au sujet de la subvention de transport. En réalité, nous en avons parlé devant d'autres circonstances, il a souvent été question des sujets que vous abordez, de méthodes pour stimuler la production des céréales dans ces régions. Nous disons qu'il ne faut pas permettre de subvention supplémentaire directe, ce serait déjà une première mesure pour atteindre l'uniformité nationale. Nous n'avons rien dit dans le mémoire au sujet de l'aide au transport des provendes pour la région de l'Atlantique.

M. Hovdebo: Vous n'appellez pas cela une subvention supplémentaire.

M. Gracey: Non, il s'agirait plutôt de subvention de base. Voilà la différence.

Le président suppléant (M. Belsher): Je vous remercie beaucoup, monsieur Hovdebo.

Monsieur Guilbault.

Mr. Guilbault (Drummond): You have said earlier that that you wish the feed lots would be located where they are needed. What do you mean by that?

M. Gracey: S'ils sont là où il y a une demande, les parcs d'engraissement pourraient faire des profits dans quelle que région que ce soit. Comme je l'ai dit il y a un instant, il y a des parcs d'engraissement dans toutes les provinces au Canada. La question de besoin ne se pose pas dans notre pays, puisque n'importe qui peut le combler en mettant sur pied un parc d'engraissement dans une province ou une autre. À notre avis, cela n'a pas d'importance. Celui qui décide qu'il y a des perspectives économiques pour l'établissement d'un parc d'engraissement dans la province x, y ou z, peut aller de l'avant.

Mr. Guilbault (Drummond): Quebec is producing now 3 to 4% of the cattle production in Canada. To be self sufficient, I believe it should be close to 20%. Consequently Quebec has a deficit of 600 million dollars per year for beef production. With this new policy or tripartite agreement, do you believe that Quebec will be able to increase its production, without prejudice to the other provinces or to the other producers?